

Vivre sans Etat?*



GEORGES CORM
Ancien ministre des Finances
Ecrivain et historien



Un mouvement pour mettre un terme au système confessionnel a fait un beau galop d'essai ce printemps 2011, dans le sillage des révolutions arabes. Ce mouvement reprendra sûrement. Soyons-en!



V*ivre sans Etat* est le titre d'un ouvrage du sociologue français, William Lapierre, réagissant aux excès de certains anthropologues critiques tels que Pierre Clastres, dénonçant l'omniprésence de l'Etat dans la vie sociale (notamment dans son ouvrage *La société contre l'Etat*). Mais que pensent aujourd'hui nos «tribus» libanaises du délitement de notre Etat? Après tout, ce ne serait pas la première fois que cela arriverait au cours du dernier siècle! Certains chefs de tribus peuvent penser qu'ils ont avantage au délitement de l'Etat, voire à sa disparition. Le délitement favorise en tout cas la généralisation et la banalisation de la corruption. L'Etat est un butin que l'on se partage, comme durant la période 1975-1990. On ne le fait pas disparaître complètement, mais on l'asservit. A l'abri de ce délitement, les chefs de tribus légitiment et peuvent mieux propager auprès de leurs admirateurs béats les idéologies les plus contradictoires. Chacun veut convaincre qu'il détient exclusivement la solution au délitement de l'Etat et que seule sa profonde sagesse, si elle était mise en œuvre, permettrait de sauver l'Etat d'une disparition autrement inévitable.

On verserait d'ailleurs des larmes d'admiration à écouter le «dévouement» de nos chefs de tribus à la cause de l'Etat, mais bien plus à celle de la libération de toutes les forces d'oppression locales, régionales et internationales. On pleure parfois, encore plus abondamment, lorsque l'on écoute les Etats protecteurs extérieurs de nos chefs de tribus qui, si souvent, nous émeuvent par leur appui «sans borne et sans limite» à la souveraineté de l'Etat libanais et son intégrité. Je me souviens encore combien ils nous l'ont dit et redit, alors que nous étions sous des bombardements israéliens sauvages, ou même occupés par l'armée israélienne ou sous la «si douce férule» du grand frère syrien à qui l'un des plus grands chefs de tribus – paix à son âme – avait remis les clés de la ville de Beyrouth, lorsque feu notre haut-commissaire Ghazi Kanaan avait été rappelé en Syrie.

Malgré tant de «bonnes volontés», locales, régionales et internationales, notre Etat continue de se déliter: toujours plus de corruption et de pollution de notre environnement physique tout autant que moral; toujours moins d'eau dans nos robinets et moins d'électricité dans nos maisons à la grande joie des vendeurs d'eau et d'électricité; des routes toujours cabotées et défoncées; des prisonniers qui se révoltent ou s'évadent avec une facilité déconcertante surtout pour les jihadistes confirmés qui ont à faire ailleurs; des armes qui rentrent, d'autres qui sortent; des prix en folie qui

confirment chaque jour qu'il ne fait pas bon vivre au Liban. Et que dire d'une justice dont de larges pans sont désormais aux mains d'un TSL qui a fiché toute la population libanaise et ses communications téléphoniques et qui nous sert depuis trois étés le scénario du célèbre roman d'espionnage de Gérard de Villiers, *La liste Hariri*.

Etat délité donc, mais aussi Etat dépecé, car le délitement, celui même qui nous a frappés entre 1970-75, est prélude au dépècement. Je pense qu'en dépit du coup de couture reçu à la hâte par l'Etat après la conférence de Taëf en 1989, celui-ci n'a pas été convenablement rapiécé. Tenu par un condominium pesant syro-saoudo-américain, le fonctionnement de l'Etat est alors définitivement devenu l'otage des circuits d'argent qui se sont cachés sous le prétexte très noble de «reconstruction». Une fois le condominium disloqué et son principal maître d'œuvre disparu, assassiné dans les conditions dramatiques que nous connaissons, l'Etat rapiécé voit ses coutures se défaire à nouveau.

Face à cette situation, peut-on se laisser aller au fatalisme que l'on trouve à tous les niveaux de la société, depuis les plus pauvres et démunis, jusqu'aux plus riches et les plus insolents. Non, «citoyens», réveillez-vous! Ne fermons pas les portes d'un avenir meilleur. Déjà, un mouvement pour mettre un terme au système confessionnel a fait un beau galop d'essai ce printemps 2011, dans le sillage des révolutions arabes, parvenant à mobiliser jusqu'à 30 000 personnes. Ce mouvement reprendra sûrement. Soyons-en! Demandons aux chefs civils de tribus de cesser de semer la haine communautaire, de cesser de se considérer comme les seuls détenteurs de la Vérité, de cesser de rester les yeux rivés sur les puissances extérieures, régionales ou internationales. Demandons aux chefs religieux de ne plus utiliser mosquées et églises pour exprimer des points de vue politiques, pour compléter ou contredire ce que disent les chefs civils. Demandons aux principaux animateurs des médias, d'être moins complaisants ou moins agressifs avec ces chefs de tribus et leurs sbires, suivant leurs propres passions idéologiques ou leurs intérêts matériels. Lecteurs de *Magazine*, vous constituez une élite cultivée du Liban, refusez de n'être que des sujets de vos chefs de tribus pour devenir des citoyens d'un Etat. Mais pour cela, que chacun de nous se demande s'il veut vraiment un Etat qui ne soit pas en délitement ou rapiécé et si cela n'arrange pas ses petites ou ses grandes affaires. ■

* Première partie

Vivre sans Etat?*



GEORGES CORM
Ancien ministre des Finances
Ecrivain et historien

J'ai mis en cause la responsabilité de nos chefs de tribus et une partie de notre élite – dans l'édition du 2 septembre – dans le délitement, voire le dépeçage de notre Etat, mais aussi son très mauvais rapiéçage par l'accord de Taëf. Comme je voudrai le montrer ici, je suis loin de penser que la population libanaise ne veut pas d'Etat; de plus il faut rappeler que certains hommes politiques, peu nombreux, ont fait beaucoup pour que l'Etat existe de façon indépendante des communautés et de l'étranger, Fouad Chéhab en tête. Mais je voudrais surtout rappeler, ici, l'admirable dévouement de la population entre 1975 et 1990 pour la survie de notre Etat. Nous l'oublions tous. Combien ont disparu, enlevés par nos milices criminelles ou ont été assassinés, parce qu'ils s'obstinaient à refuser la division du pays, passaient d'est en ouest de Beyrouth ou d'un canton communautaire à un autre, défiant courageusement les francs-tireurs. Très souvent ils le faisaient pour accomplir leur devoir de citoyen: acheminer du pain, des journaux, de l'approvisionnement, garder l'aéroport ouvert et faire fonctionner la MEA, se rendre à leur travail situé dans une zone où leur appartenance communautaire n'était plus souhaitée. Salariés des secteurs privé ou public, mais aussi patrons d'entreprises, de banques, de journaux, ils ont tous résisté à la peur et à la haine et accompli leur devoir citoyen, à savoir maintenir l'unité de la société. Combien de dizaines de milliers d'entre eux ont été, de ce fait, lâchement enlevés et ne sont jamais rentrés chez eux, ou sont tombés victimes des balles des francs-tireurs postés aux jonctions des quartiers de Beyrouth, pour dissoudre par la violence le tissu intercommunautaire? Ces «soldats inconnus», l'Etat rapiéçé de Taëf continue de les ignorer. Nulle part une statue, une plaque commémorative déclinant les noms de ces vrais héros de la patrie, à Beyrouth, Saïda, Tripoli, Zahlé ou dans les villages de la Montagne. Les très légitimes demandes du Comité des disparus n'ont jamais été satisfaites (annonce du décès de ces disparus avec liste nominative; compensation matérielle de l'Etat, monument commémoratif). Ces demandes valent pour tous ceux qui ont été assassinés par les francs-tireurs ou tous ceux qui se sont obstinés à rester dans leur maison et leur quartier et ont été lâchement tués par les bombardements miliciens sur les quartiers civils. Le Parlement s'est empressé d'ailleurs d'amnistier les chefs de milices, pour ces assassinats collectifs (mais non l'assassinat politique, vraisemblablement par auto-préservation des chefs de tribus). Il s'est ensuite empressé de permettre de saisir les biens-fonds les plus prestigieux de la capitale, pour faire de notre centre historique une annexe architecturale de Dubaï. Ces deux actes annonçaient déjà le dépècement de l'Etat, le profond mépris aussi bien

de la vie des citoyens que celui de leurs biens matériels. Aurait-on alors respecté ce citoyen si courageux, lui aurait-on fait confiance pour continuer de mobiliser cette formidable énergie déployée pour assurer la survie de l'Etat durant 15 ans, alors les choses auraient pu changer. La reconstruction se serait faite différemment, sans devenir une curée sur un pays déjà saigné à blanc; nous aurions vraisemblablement aujourd'hui de l'eau, de l'électricité en continu, un environnement préservé, un minimum d'équité sociale. Mais une autre voie fut choisie. Depuis 2005, la conjonction de forces internes et externes nous ramène à une situation qui n'est pas sans rappeler celle de 1975. La plupart de ceux qui prétendent vouloir le rétablissement de l'Etat dans sa pleine souveraineté, considèrent que l'Etat c'est eux et que s'ils ne sont pas ceux président à la distribution de ses dépouilles, il n'y a pas d'Etat. Nous sommes aussi dans une période où la violence du langage politique est inquiétante et où se développe le racisme communautaire de façon galopante. La fanatisation des esprits progresse inéluctablement, en parallèle aux rebondissements de la lutte régionale et internationale pour le contrôle du Moyen-Orient, région où sont investis les fantasmes communautaires les plus ubuesques, notamment ceux de «méchants» chiites, alliés de l'Iran et de la Syrie contre les «pacifiques» et «modérés» sunnites, dirigés par l'Arabie saoudite, modèle éminent de démocratie et de droits de l'Homme. Comme en 1975, beaucoup de bons et braves Libanais ne savent plus prendre la moindre distance par rapport aux discours des médias locaux, régionaux et internationaux ou à ceux des politiciens aux ordres. Ils ne savent pas non plus discerner le vraisemblable de l'in vraisemblable, la parole rationnelle de la parole pavlovienne de propagande. C'était aussi le cas il y a 30 ans. Ceci n'a pas empêché l'héroïsme et la bravoure de tant de Libanais. Ils seront j'en suis sûr à l'appel, si par malheur le vaisseau Liban devait sombrer à nouveau. Mais ne pourrait-on pas prévenir le naufrage avant qu'il survienne? Agir de façon préemptive, pour faire savoir à nos chefs de tribus et leur armée de propagandistes et de profiteurs que leur jeu pervers doit s'arrêter? Ne pas prêter l'oreille à toutes les rodomontades quasi journalières des chefs d'Etat étrangers qui montrent tant de sollicitude hypocrite pour notre pays et pour le sort tragique de notre région, et ce depuis 1798 – date de l'expédition de Napoléon Bonaparte en Egypte – lorsque les rivalités géopolitiques sur le Levant se sont emparées de nos destinées individuelles et collectives et ont entraîné successivement les massacres de 1840, 1860, 1958, 1975-1990? ■

*Deuxième et dernière partie

”
Depuis 2005, la conjonction de forces internes et externes nous ramène à une situation qui n'est pas sans rappeler celle de 1975.
”